

INFORMATIONS

Bulletin destiné à la presse, à la radio et à la télévision.

SPECIAL

Compte tenu de son incidence sur l'éducation, la science, la culture et la construction de la paix, la communication s'inscrit tout naturellement dans le champ d'intérêt de l'Unesco. Les activités de l'Organisation dans ce domaine, en particulier dans celui des médias, ont toutefois suscité un large débat. Afin de refléter la nature et l'ampleur de ce débat, l'Unesco a invité six personnalités appartenant à différentes régions du monde et directement concernées, du fait de leur profession, par la communication, à exprimer leur opinion. Parmi elles se trouve Douglas Muggeridge, chef des services étrangers de la B.B.C. (British Broadcasting Corporation).

LE "VILLAGE PLANETAIRE" : UNE REALITE DIFFICILE

par Douglas Muggeridge

Fundação Cuidar o Futuro



C'est seulement au cours des années récentes qu'une vérité s'est imposée à l'esprit de la plupart des gens : le déséquilibre qu'on observait depuis si longtemps entre les pays avancés et les pays en développement dans le secteur socio-économique, industriel et technologique est tout aussi manifeste dans celui de la communication. De même que le rapport Brandt a attiré l'attention sur le fossé qui existe entre pays riches et pays pauvres, la Commission MacBride a mis en lumière la grande disparité qui marque la communication. Nous ne saurions conserver le moindre doute sur le fait que le déséquilibre Nord-Sud en matière d'infor-

mation compromet gravement la compréhension internationale de demain. A première vue cependant, si nous considérons un aspect particulier de la communication - la radio-télédiffusion - le tableau paraît encourageant. Le "village planétaire" envisagé par Marshall McLuhan semble à portée de notre main.

Depuis la Seconde Guerre Mondiale, l'alphabétisation et l'instruction ont fait d'immenses progrès. Un nombre croissant de gens, en particulier dans les pays les plus défavorisés, sont aujourd'hui capables de comprendre les affaires nationales et internationales. Parallèlement, le développement important de la presse et de l'audio-visuel ont mis les nouvelles, les opinions et l'information à la disposition de la race humaine toute entière. Même ceux qui ne savent pas lire ont la possibilité d'être informés des événements. Le public des sociétés plus avancées, pour lequel il est acquis que la télévision fasse partie intégrante de sa vie quotidienne, oublie en général que dans de vastes régions du monde ce n'est pas le récepteur de télévision qui fut l'artisan de ce grand changement, mais le poste à transistor.

La révolution du transistor

Fundação Cuidar o Futuro

La révolution du transistor a constitué le progrès majeur de la communication de masse au cours des vingt dernières années. Il a ouvert de nouveaux horizons à des millions d'individus dans le monde entier. Aujourd'hui, même les plus défavorisés, dans les zones rurales les plus isolées et les plus pauvres, ont accès à la radio, et ils peuvent écouter non seulement leurs stations nationales mais aussi une quantité de nouvelles, d'opinions et d'informations en provenance du monde. L'image du paysan labourant le sol avec son boeuf à la corne duquel brinquebale un transistor représente un des changements les plus profonds de notre époque.

Il y a moins de trente ans, on comptait 230 millions de postes de radio dans le monde ; aujourd'hui, il y en a un milliard et demi. L'acquisition de postes pendant cette période a surtout progressé dans les pays du Sud. Dans les pays africains en développement, par exemple, il n'y avait que 360.000 postes en 1955 ; ce chiffre est passé à 36 millions. En Asie - Japon exclus - le nombre de postes était inférieur à quatre millions ; il est maintenant



de 215 millions. En Amérique latine, on dénombrait 12,5 millions de postes ; il y en a aujourd'hui 112 millions. Ces quelques chiffres illustrent de façon spectaculaire l'ampleur des progrès de la radio.

La révolution du transistor a naturellement conduit à une explosion dans le domaine de la radiodiffusion. Non seulement les gouvernements s'efforcent d'offrir des émissions nationales plus nombreuses et de meilleure qualité, mais l'importance de ces progrès pour la radiodiffusion internationale n'est pas passée inaperçue. A l'heure actuelle, quatre-vingt pays diffusent des émissions en direction de l'étranger et beaucoup développent leur production et améliorent leurs signaux pour essayer de toucher de nouveaux auditeurs.

La révolution du satellite

Toutefois, nous sommes aujourd'hui au seuil d'une autre grande révolution dans le domaine de la communication. De l'ère du poste à transistor, la radiodiffusion est passée à celle du satellite. On utilise déjà les satellites de façon constante pour transmettre des signaux radio en même temps que des signaux de télévision, de télécommunications et de données en direction de stations réceptrices terrestres situées à l'autre extrémité de la planète. Immédiatement après les signaux satellites d'un point à un autre viendra le Direct Broadcasting by Satellite (DBS), ou diffusion directe par satellite. Dans les trois prochaines années, plusieurs grands pays industrialisés lanceront des satellites DBS et très vite, si l'on en croit les experts de l'industrie des communications, le coût du matériel permettant de recevoir les signaux sera suffisamment bas pour que cette forme de radio-télédiffusion atteigne un très vaste public dans le monde entier. L'investissement financier que représente le DBS pose peut-être à l'heure actuelle de formidables problèmes, mais il ne fait guère de doute qu'à plus ou moins brève échéance les prévisions des experts se révéleront exactes.

C'est alors que nous pourrons vraiment entrer dans l'ère de la radio-télédiffusion de la civilisation spatiale avec, en orbite, des stations de diffusion à canaux multiples qui n'ont pas besoin de matériel de réception spécial mais peuvent transmettre

./.



directement leurs signaux à des récepteurs de radio et de télévision ordinaires. Même si elle commence par être mise au point et utilisée par les organisations de diffusion nationales, la nouvelle technologie finira de toute évidence par être accessible également aux stations de diffusion internationales. Ce sont des perspectives passionnantes et, s'il est convenablement utilisé, le DBS pourrait aider à combler le fossé de l'information entre le Nord et le Sud. Pour le moment, néanmoins, l'avenir ne s'annonce pas sous des couleurs très encourageantes.

L'innovation technologique a toujours eu ses détracteurs, et le DBS ne fait pas exception à la règle. Nous voyons déjà plusieurs pays se regrouper pour empêcher que la technologie des satellites soit utilisée en radio-télédiffusion internationale. Les motivations de certains pays, même si elles sont peu fondées, peuvent se comprendre. Elles sont dictées par la crainte que les pays riches ne contrôlent les ondes du futur ; les pays du Sud redoutent que leurs cultures et leurs économies soient submergées par la nouvelle technologie venue du Nord.

Mais le plus préoccupant est que ces craintes sont exploitées à l'heure actuelle par certains pays, en particulier par les pays du Nord. Car derrière la campagne menée aujourd'hui pour entraver ou emasculer le DBS, il n'y a pas que l'inquiétude compréhensible des pays vulnérables du tiers-monde. Nous assistons en réalité à une campagne motivée par la politique, qui a non seulement pour objet de limiter l'utilisation de la nouvelle technologie des satellites, mais qui s'en prend au fondement même de toute la radio-télédiffusion internationale. C'est une campagne dont sont conscientes toutes les organisations de radio-télédiffusion mais qui, pour le public en général, reste occultée par le langage ambigu de la diplomatie et le jargon des réunions techniques.

En décembre dernier, l'Assemblée générale des Nations Unies a voté une motion selon laquelle, en effet, tous les pays devaient avoir le droit de faire barrage aux émissions de télévision par satellite en provenance de l'étranger. En eux-mêmes, les termes de la motion étaient relativement modérés ; celle-ci reconnaissait à chacun le droit de chercher, de recevoir et de transmettre des informations et des idées, et elle notait également la valeur de la "libre dissémination" pour les pays en développement. Toutefois, la



motion s'articulait autour d'une idée centrale ; il y était dit que "les émissions de télévision devaient être réalisées d'une façon qui soit compatible avec les droits souverains des Etats" et que les gouvernements devaient être tenus pour responsables des émissions diffusées par leurs pays. Une motion de l'Assemblée générale n'a bien sûr aucun caractère contraignant pour les Etats membres, mais les principes que celle-ci esquissait vont très loin, non seulement pour ce qui est du DBS (les émissions directes par satellite), mais aussi pour la radio-télédiffusion mondiale en général. La motion a été approuvée par 108 Etats membres, dont un nombre important de pays du tiers-monde et par les pays de l'Est.

La résolution de l'Assemblée générale s'inspirait visiblement d'arguments avec lesquels nous sommes, pour la plupart, familiarisés maintenant, regrettant que les agences de presse occidentales et la presse écrite donnent une "vue déformée" du tiers-monde. Il y a déjà plusieurs années qu'on nous propose un "nouvel ordre mondial de l'information et de la communication" destiné à instaurer ce qu'on appelle "la décolonisation de l'information" et à préserver "l'intégrité culturelle". On ne peut qu'éprouver énormément de sympathie pour les craintes réelles de certains pays partisans de ce nouvel ordre mondial de l'information. Il est exact que les plus grandes ressources du journalisme mondial, à la fois en matière d'expérience et de sophistication technologique, sont concentrées dans un petit nombre de pays industrialisés, et il est indiscutable qu'un effort plus grand doit être fait pour partager ces ressources avec les pays les plus pauvres et pour leur donner une juste part de reportages de presse et d'émissions de radio et de télévision. Il est également vrai que "l'intégrité culturelle" d'un grand nombre de pays, et pas seulement ceux du tiers-monde, est menacée par certains programmes télévisés exportés dans le monde.

Aux services étrangers de la BBC, nous sommes conscients des risques qui tiennent à notre longue histoire et à nos cent millions d'auditeurs et téléspectateurs habituels. C'est pourquoi nous nous efforçons, avec sérieux et honnêteté, de présenter une riche diversité culturelle dans nos émissions diffusées outre-mer et de partager notre expérience avec les organisations de diffusion des autres pays, au moyen de programmes de formation et d'aide.

./.



Ce n'est malheureusement pas suffisant pour certains partisans "durs" du nouvel ordre mondial de l'information et de la communication. Ils cherchent moins à rehausser le niveau du journalisme et de l'information internationaux et à combler le fossé qui existe dans ce domaine entre le Nord et le Sud qu'à freiner la libre circulation des nouvelles. Une grande partie de tout ce qui a été dit pour condamner le déséquilibre de la communication mondiale a servi à masquer une réalité gênante : un grand nombre des gouvernements qui prônent le nouvel ordre mondial de l'information interdisent toute information honnête sur ce qui se passe chez eux et essaient d'isoler leur population du monde extérieur. Pour ces régimes, diffuser la vérité à la population, c'est être subversif, et exposer le double aspect d'une question, c'est s'ingérer dans leurs affaires intérieures.

La solution : une plus grande liberté de l'information

La radio-télédiffusion internationale par satellite n'est pas pour demain, peu s'en faut. Pendant un certain temps encore, la haute fréquence ou les ondes courtes resteront le principal véhicule des émissions du monde et la campagne visant à saper la base actuelle de la radiodiffusion internationale s'est également intensifiée à un rythme alarmant au cours des dernières années.

Lors de la Conférence administrative mondiale de la radio (CAMR) de 1975, la lutte pour occuper les fréquences fut féroce et souvent impitoyable. Parfois, ce fut moins une affaire de négociations que de guerre ouverte. La multiplication d'émetteurs radio extrêmement puissants dans le monde entier au cours des années récentes témoigne aussi de cette attitude. La puissance de certains de ces émetteurs est absolument disproportionnée par rapport aux besoins de leurs auditeurs, et ils ne réussissent en général qu'à déformer leurs propres signaux et à noyer les signaux des fréquences voisines. Et comme si cela ne suffisait pas, le brouillage rend la situation encore plus intenable.

La prochaine conférence administrative mondiale de la radio s'ouvre dans quelques mois. Elle s'annonce sous de mauvais auspices. L'opposition qui gêne la mise en place du DBS international menace toujours de désorganiser l'utilisation actuelle des

./.



ondes mondiales.

La situation du monde de la radio-télédiffusion donne une idée des problèmes auxquels nous sommes confrontés quand nous nous attaquons au déséquilibre général de la communication. Ce qui est vrai du domaine particulier de la communication l'est aussi des autres. Des inquiétudes réelles et justifiées sont exploitées à des fins politiques et idéologiques. Certains pays utilisent ce grand débat pour essayer d'entraver la circulation de l'information et des opinions, non pour l'amplifier. Personne ne réussira jamais à me convaincre que l'on comblera le fossé qui existe dans le champ de l'information par la restriction et la censure. Et je ne crois pas davantage qu'on parviendra à une compréhension internationale en niant des libertés fondamentales.

Ce qu'il nous faut, c'est un élargissement du dialogue Nord-Sud, la volonté de la part du Nord de corriger le déséquilibre par tous les moyens disponibles, et la prise de conscience par de nombreux pays du Sud que la solution réside dans une liberté de l'information non pas diminuée, mais élargie. Alors seulement le "village planétaire" sera en passe de devenir une réalité.

Fundação Cuidar o Futuro (INFORMATIONS UNESCO)

- / -

